



CHAPITRE 18

Loi de l'indemnisation des victimes d'actes criminels

[Sanctionnée le 1^{er} décembre 1971]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit :

Interprétation :

« Commission » :

« blessure »,
« blessé » :

Personnes
bénéficiant de
la loi.

Actes susceptibles
d'indemnisation.

1. Dans la présente loi, les mots suivants signifient :

a) « Commission » : la Commission des accidents du travail de Québec;

b) « blessure » : une lésion corporelle, la grossesse, un choc mental ou nerveux; « blessé » a une signification similaire.

2. Toute victime d'un crime ou, si elle est tuée, ses dépendants, peuvent se prévaloir de la présente loi et bénéficier des avantages qui y sont prévus.

3. La victime d'un crime, aux fins de la présente loi, est une personne qui, au Québec, est tuée ou blessée :

a) en raison d'un acte ou d'une omission d'une autre personne et se produisant à l'occasion ou résultant directement de la perpétration d'une infraction dont la description correspond aux actes criminels énoncés à l'annexe de la présente loi;

b) en procédant ou en tentant de procéder, de façon légale, à l'arrestation d'un contrevenant ou d'un présumé contrevenant ou en prêtant assistance à un agent de la paix procédant à une arrestation;

c) en prévenant ou en tentant de prévenir, de façon légale, la perpétration d'une infraction ou de ce que cette personne croit

CHAPTER 18

Crime Victims Compensation Act

[Assented to 1st December 1971]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. In this act the following words mean:

(a) "Commission": the Québec Workmen's Compensation Commission;

(b) "injury": bodily injury, pregnancy, or mental or nervous shock; "injured" has a similar meaning.

2. Every crime victim or, if he has been killed, his dependents may avail himself or themselves of this act and benefit from the advantages provided therein.

3. A crime victim, for the purposes of this act, is any person killed or injured in the province of Québec:

(a) by reason of the act or omission of any other person occurring in or resulting directly from the commission of an offence the description of which corresponds to the criminal offences mentioned in the schedule to this act;

(b) while lawfully arresting or attempting to arrest an offender or suspected offender or assisting a peace officer making an arrest;

(c) while lawfully preventing or attempting to prevent the commission of an offence or suspected offence, or assist-

être une infraction, ou en prêtant assistance à un agent de la paix qui prévient ou tente de prévenir la perpétration d'une infraction ou de ce qu'il croit une infraction.

ing a peace officer preventing or attempting to prevent the commission of an offence or suspected offence.

Liste des dépendants.

4. Les dépendants d'une victime, aux fins de la présente loi, sont les membres de la famille de la victime ainsi que toute personne étrangère qui était à l'égard de la victime *in loco parentis* ou à l'égard de qui la victime était *in loco parentis*, et qui, lors du décès de la victime, vivaient entièrement ou partiellement du fruit du travail de celle-ci.

4. The dependents of a victim, within the meaning of this act, are those members of his family, and any stranger who stood *in loco parentis* to the victim, or to whom the victim stood *in loco parentis*, and who were wholly or partly dependent upon him for support at the time of his death.

Dependents defined.

Avantages prévus.

5. Les avantages dont peuvent bénéficier, suivant la présente loi, la victime d'un crime ou ses dépendants sont les bénéfices prévus aux sections III, IV et V de la Loi des accidents du travail (Statuts refondus, 1964, chapitre 159).

5. The advantages from which a crime victim or his dependents may benefit under this act are those provided in Divisions III, IV and V of the Workmen's Compensation Act (Revised Statutes, 1964, chapter 159).

Advantages specified.

Rente pour enfant né d'un viol.

Il peut en outre être accordé à la mère qui pourvoit elle-même à l'entretien d'un enfant né par suite d'un viol, pour l'entretien de cet enfant, une rente mensuelle égale à la rente accordée, suivant la Loi des accidents du travail, à une veuve ayant un enfant. Si la mère décède, la rente peut être accordée à toute personne compétente qui prend soin de cet enfant à la satisfaction de la Commission.

In addition, any mother who is herself providing for the maintenance of a child born as the result of rape may be granted, for the maintenance of the child, a monthly payment of compensation equal to that granted under the workmen's Compensation Act to a widow having one child. If the mother dies, the payment may be granted to any competent person who cares for the child to the satisfaction of the Commission.

Compensation for rape victim maintaining child.

Choix de la victime.

6. La victime ou, si elle est tuée, ses dépendants, peuvent, à leur option, réclamer le bénéfice des avantages de la présente loi ou exercer une poursuite civile contre toute personne responsable de la blessure ou de la mort.

6. The victim, or if he has been killed, his dependents, may elect to claim the benefit of this act or institute civil proceedings against any person responsible for the injury or death.

Option of victim.

Réclamation pour différence.

Si la somme adjugée et perçue à la suite d'une poursuite civile est inférieure au montant des indemnités que la victime ou ses dépendants auraient obtenues en vertu de la présente loi, la victime ou ses dépendants peuvent bénéficier, pour la différence, des avantages de la présente loi.

If the sum awarded and collected under civil proceedings is less than the amount of the compensation the victim or his dependents would have obtained under this act, the victim or his dependents may benefit from this act as to the difference.

Claim for difference.

Subrogation en faveur de la Commission.

7. À compter du jour où la victime ou ses dépendants avisent la Commission de leur intention de réclamer le bénéfice des avantages de la présente loi, la Commission est de plein droit subrogée aux droits du réclamant et peut, en son nom ou aux nom et lieu du réclamant, continuer ou

7. From the day on which the victim or his dependents notify the Commission of their intention to claim the benefit of this act, the Commission shall be subrogated *pleno jure* in the rights of the claimant and may, in its own name or in the name and stead of the claimant,

Subrogation upon notice.

exercer une poursuite civile contre toute personne responsable de la blessure ou de la mort; tout montant ainsi recouvré est versé au fonds consolidé du revenu. La subrogation a lieu par le seul effet de l'option et vaut jusqu'à concurrence de ce que la Commission pourra être appelée à payer au réclamant. Cependant, si la Commission se trouve ensuite libérée de l'obligation de payer partie des sommes ainsi recouvrées, la partie non utilisée doit être remboursée à celui qui les a payées, dans le mois suivant l'évènement qui détermine la cessation de l'obligation de payer de la Commission.

continue or institute civil proceedings against any person responsible for the injury or death; any sum so recovered shall be paid into the consolidated revenue fund. The subrogation takes place by the mere making of the election and shall avail up to the full extent of the amount that the Commission may be called upon to pay to the claimant. However, if the Commission is subsequently freed from the obligation to pay part of the sums so recovered, the unused part must be repaid to whoever paid them, within one month following the event which determines the cessation of the Commission's obligation to pay.

Nullité des ententes fautes d'approbation.

Si la victime ou ses dépendants choisissent de se prévaloir de la présente loi, les ententes ou compromis qui peuvent intervenir entre les parties relativement à la poursuite civile ou au droit à telle poursuite sont nuls et de nul effet jusqu'à ce qu'ils aient été approuvés et ratifiés par la Commission; le paiement du montant convenu ou adjugé ne peut être fait que de la manière que la Commission indique.

If the victim or his dependents elect to avail themselves of this act, any agreements or compromises effected between the parties respecting the civil proceedings or the right to such proceedings shall be null and void until approved and ratified by the Commission; payment of the amount agreed upon or adjudged shall be made only in the manner indicated by the Commission.

Agreements, etc., subject to approval.

Droit de recouvrement non affecté.

8. Rien, dans la présente loi, n'affecte le droit de la victime ou de ses dépendants qui ont choisi de réclamer le bénéfice des avantages de la présente loi de recouvrer de toute personne responsable de la blessure ou de la mort les montants requis pour équivaloir, avec l'indemnité, à la perte réellement subie.

8. Nothing in this act shall affect the right of the victim or of his dependents who have elected to claim the benefit of this act to recover from any person responsible for the injury or death the amounts required to make up, with the compensation, an amount equivalent to the loss actually sustained.

Victim's right of recovery safeguarded.

Délai de demande d'avantages.

9. Toute demande pour bénéficier des avantages de la présente loi, accompagnée d'un avis de l'option prévu à l'article 6, doit être adressée à la Commission dans les six mois qui suivent le jour où est survenue la blessure ou la mort de la victime. Cependant, avant ou après l'expiration de cette période de six mois, la Commission peut prolonger ce délai selon qu'elle le juge légitime.

9. Every application for benefits under this act, accompanied by the notice of election provided for in section 6, must be made to the Commission within six months after the day when the injury or death of the victim occurred. However, before or after the expiry of this six month period, the Commission may extend the delay as it considers warranted.

Delay for applications for benefits.

Présomption de renonciation.

Si la victime ou ses dépendants font défaut de formuler la demande et de donner l'avis d'option dans le délai prescrit, ils sont présumés avoir renoncé à se prévaloir de la présente loi.

If the victim or his dependents fail to apply and to give the notice of election within the prescribed delay, they shall be presumed to have renounced the right to avail themselves of this act.

Effect of failure to apply, etc.

Demande selon règlement.

La demande et l'avis d'option doivent être formulés suivant que le prescrit la Commission par règlement.

The application and the notice of election must be made in the manner the Commission prescribes by regulation.

How made.

Interrup-
tion de
prescrip-
tion.

10. La demande pour bénéficier des avantages de la présente loi, produite conformément à l'article 9, interrompt la prescription prévue au Code civil jusqu'au jour où la Commission rend sa décision sur la demande.

10. An application for benefits under this act, made in accordance with section 9, shall interrupt the prescription provided for in the Civil Code until the day the Commission renders its decision upon the application.

Applica-
tion in-
terrupts
prescrip-
tion.

Poursuite
n'empêche
pas la
demande.

11. La demande prévue à l'article 9 peut être formulée, qu'une personne soit ou non poursuivie ou trouvée coupable de l'infraction ayant causé des blessures ou la mort; la Commission peut cependant, de son propre chef ou à la demande du procureur général, ajourner sa décision en attendant le résultat final d'une poursuite en cours ou de toute poursuite qui pourra être intentée ultérieurement.

11. The application provided for in section 9 may be made whether or not any person is prosecuted for or convicted of the offence giving rise to the injury or death, but the Commission may, on its own initiative or upon the application of the Attorney-General, adjourn its proceedings pending the final determination of a prosecution already instituted or of any prosecution that may be instituted subsequently.

Prosecu-
tion, etc.,
not a bar to
application.

Incapa-
bles de
former un
dessein
criminel.

12. Nonobstant le fait qu'une personne soit légalement incapable de former un dessein criminel, elle est censée, pour les fins de la présente loi, avoir eu l'intention d'accomplir un acte ou de faire une omission qui a causé les blessures ou la mort de la victime.

12. Notwithstanding that a person is legally incapable of forming criminal intent, he shall, for the purposes of this act, be deemed to have intended an act or omission that caused injury to or the death of the victim.

Incapa-
bles
deemed
to have
intent.

Disposi-
tion de la
demande.

13. Sous réserve de la présente loi, la Commission dispose de la demande prévue à l'article 9, comme elle dispose, en vertu de la Loi des accidents du travail, du cas d'un ouvrier victime d'un accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail pour le compte du gouvernement du Québec; les restrictions prévues aux paragraphes 1 et 2 de l'article 3 de la Loi des accidents du travail ne s'appliquent pas en pareil cas.

13. Subject to this act, the Commission shall dispose of the application provided for in section 9, as it disposes, under the Workmen's Compensation Act, of the case of a workman injured by reason of an accident arising out of or in the course of work for the government of Québec; the restrictions provided in subsections 1 and 2 of section 3 of the Workmen's Compensation Act shall not apply to such a case.

Disposal
of applica-
tion.

Disposi-
tions ap-
plicables.

Toutes les dispositions de la Loi des accidents du travail non incompatibles avec la présente loi s'appliquent, *mutatis mutandis*.

All the provisions of the Workmen's Compensation Act not inconsistent with this act shall apply, *mutatis mutandis*.

Provisions
to apply.

Paiements
temporai-
res.

14. Sur réception d'une demande, si la Commission est d'avis qu'elle accordera probablement le bénéfice des avantages prévus à la présente loi, elle peut faire des paiements temporaires à la personne qui a fait la demande, pour son entretien et ses frais médicaux, si cette personne est dans le besoin; si la Commission en vient ensuite à la conclusion que la demande ne doit pas être accordée, les sommes payées en vertu du présent article ne sont pas recouvrables.

14. If, upon receipt of an application the Commission is of opinion that it will probably grant the benefits under this act, it may make temporary payments to the applicant for his maintenance and medical costs, if he is in need; if the Commission later concludes that the application should not be granted, the amounts paid under this section shall not be recoverable.

Tempo-
rary pay-
ments au-
thorized.

Avis au
procureur
général.

15. La Commission doit aviser le procureur général de toute demande qu'elle reçoit suivant la présente loi; celui-ci peut comparaître devant la Commission et contester la demande s'il le juge à propos.

15. The Commission must notify the Attorney-General of any application which it receives under this act; he may appear before the Commission and contest the application if he sees fit.

Notice of
application
to
Attorney-
General.

Fixation
de la
compensation.

16. Lorsque la compensation en cas d'incapacité totale ou partielle ne peut être déterminée sur la base du salaire de la victime, la Commission l'établit elle-même suivant la méthode qu'elle croit la mieux appropriée aux circonstances.

16. When compensation in a case of total or partial disability cannot be determined on the basis of the victim's earnings, the Commission itself shall establish it according to the method it considers best suited to the circumstances.

Compensation
established by
Commission.

Déclaration
de culpabilité
preuve de
l'infraction.

17. Si une personne est reconnue coupable d'un acte criminel après avoir accompli un acte ou fait une omission sur lequel est basée une demande en vertu de la présente loi, la preuve de la déclaration de culpabilité est considérée, après l'expiration du délai pour interjeter appel ou, s'il y a eu appel et que cet appel a été rejeté, ou qu'il ne peut plus y avoir appel, comme une preuve concluante que l'infraction a été commise.

17. If a person is convicted of a criminal offence in respect of an act or omission on which an application under this act is based, proof of the conviction shall, after the time for an appeal has expired or if an appeal taken has been dismissed, or no further appeal is available, be taken as conclusive evidence that the offence has been committed.

Conviction is
proof of
offence.

Cas de
non octroi
d'avantages.

18. Le bénéfice des avantages prévus à la présente loi ne peut être accordé:

18. The benefits under this act shall not be granted:

Benefits
prohibited
in certain
cases.

a) si la victime est tuée ou blessée dans des circonstances qui donnent ouverture, en sa faveur ou en faveur de ses dépendants, à la Loi des accidents du travail;

(a) if the victim is killed or injured in circumstances giving recourse to the Workmen's Compensation Act, either in his favour or in that of his dependents;

b) si la victime a, par sa faute lourde, contribué à ses blessures ou à sa mort;

(b) if the victim, through his gross fault, contributed to his injuries or death;

c) au dépendant qui a été partie à l'infraction qui a causé la mort de la victime.

(c) to a dependent who was a party to the offence which caused the death of the victim.

Résumé
des
décisions.

19. La Commission prépare et publie à intervalles réguliers un résumé des décisions qu'elle a prises dans l'application de la présente loi ainsi que des raisons qui les ont motivées.

19. The Commission shall prepare and periodically publish a summary of the decisions which it has rendered in the application of this act and the reasons on which they were based.

Summary
of
decisions.

Rem-
bourse-
ment des
dépenses.

20. Le ministre des finances rembourse à la Commission, sur production d'un état, les dépenses encourues par elle pour l'administration de la présente loi.

20. The Minister of Finance shall repay the Commission, upon production of a statement, the expenses incurred by it in the administration of this act.

Expenses
repaid by
Minister.

Dépôts
pour in-
dennités.

21. Le ministre des finances peut, à la demande de la Commission lorsque celle-ci le croit nécessaire en vue d'assurer le prompt paiement des indemnités et des rentes qu'elle décide d'accorder en vertu

21. The Minister of Finance may, at the request of the Commission, when it believes it necessary to ensure prompt payment of the compensation and annuities it decides to grant under this act,

Deposit
of money
for com-
pensation.

de la présente loi, faire de temps à autre à la Commission des dépôts de deniers à même lesquels celle-ci paie les indemnités et les rentes.

Paie-
ment
sur fonds
consolidé.

22. Les deniers requis aux fins des articles 20 et 21 sont pris à même le fonds consolidé du revenu.

Ententes
pour non
résidents.

23. La Commission peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, conclure avec le gouvernement d'une autre province ou d'un pays étranger ou avec tout organisme d'un tel gouvernement une entente relative au versement des avantages prévus à la présente loi à une victime non domiciliée au Québec.

Accords
pour paie-
ment
d'indem-
nités.

24. Le ministre de la justice peut, au nom du gouvernement du Québec, conclure avec le gouvernement du Canada ou tout organisme de ce gouvernement, des accords relatifs au paiement par le Canada au Québec de la partie des dépenses nécessaires à l'application de la présente loi qui est déterminée par ces accords.

Applica-
tion de la
loi.

25. La présente loi s'applique au cas de mort ou de blessures subies après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Considé-
ration
pour
période
anté-
rieure.

Toutefois, la Commission peut considérer la demande d'une personne blessée dans les circonstances prévues à l'article 3 entre le 1^{er} novembre 1966 et la date de l'entrée en vigueur de la présente loi si cette personne souffre d'une incapacité totale ou partielle lui résultant de la blessure qu'elle a alors subie et si une indemnité ne lui a pas été votée par la Législature pour le fait de cette blessure.

Idem.

La Commission peut aussi considérer la demande des dépendants indigents d'une personne tuée dans les circonstances prévues à l'article 3 entre le 1^{er} novembre 1966 et la date de l'entrée en vigueur de la présente loi et à qui une indemnité n'a pas été votée par la Législature pour le fait de ce décès.

Délai
pour
demande.

La demande des personnes visées aux deux alinéas qui précèdent doit être présentée à la Commission dans les douze mois suivant la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

deposit with the Commission from time to time money out of which it shall pay the compensation and annuities.

22. The moneys required for the purposes of sections 20 and 21 shall be taken out of the consolidated revenue fund.

Payment
out of
consol-
idated
fund.

23. The Commission may, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, make an agreement with the government of another province or of a foreign country or with a body of such a government respecting the payment, to a victim not domiciled in the province of Québec, of the benefits under this act.

Agree-
ments for
non-
residents
author-
ized.

24. The Minister of Justice may, on behalf of the government of Québec, make agreements with the government of Canada or with any body thereof respecting the payment by Canada to the province of Québec of the part of the expenses required for the application of this act as determined by such agreements.

Id., for
expenses.

25. This act shall apply in the case of death or injuries sustained after it comes into force.

Applica-
tion of
act.

However, the Commission may consider the application of any person injured between the 1st of November 1966 and the date of the coming into force of this act in the circumstances contemplated in section 3 if such person is totally or partially disabled as a result of the injury he then sustained and if compensation has not been granted by the Legislature to him for such injury.

Discre-
tion to
consider
certain
applica-
tions.

The Commission may also consider the application of needy dependents of a person killed between the 1st of November 1966 and the date of the coming into force of this act in the circumstances contemplated in section 3 and to whom compensation has not been granted by the Legislature for such death.

Idem.

The applications of the persons contemplated in the two preceding paragraphs shall be made to the Commission within twelve months after the date of the coming into force of this act.

Delay to
apply.

Exécution de la loi.

26. Le ministre de la justice est responsable de l'exécution de la présente loi.

26. The Minister of Justice shall have charge of the carrying out of this act. Carrying out of act.

Entrée en vigueur (1^{er} mars 1972, A.C. 497-72).

27. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

27. This act shall come into force on a date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council. Coming into force (March 1, 1972, O.C. 497-72).

ANNEXE

SCHEDULE

<i>Article du Code criminel</i>	<i>Description de l'infraction</i>	<i>Section of Criminal Code</i>	<i>Description of Offence</i>
66	participation à une émeute	66	taking part in a riot
78	manque de précautions suffisantes avec des explosifs, quand ils causent la mort ou des blessures corporelles	78	failure to take reasonable care in respect of explosives where death or bodily harm results
79	le fait de causer intentionnellement des lésions corporelles ou la mort au moyen d'une substance explosive	79	intentionally causing death or bodily harm by explosive substance
144	viol	144	rape
145	tentative de viol	145	attempted rape
146	rapports sexuels avec une personne du sexe féminin âgée de moins de 14 ans ou de moins de 16 ans	146	sexual intercourse with female under 14 or under 16 years of age
149	attentat à la pudeur d'une personne du sexe féminin	149	indecent assault on female
156	attentat à la pudeur d'une personne du sexe masculin	156	indecent assault on male
176	nuisance publique causant du tort	176	common nuisance causing harm
197	l'omission de fournir les choses nécessaires à l'existence	197	failure to provide necessities
200	abandon d'un enfant	200	abandoning child
201	le fait de causer des lésions corporelles à un apprenti ou à un serviteur	201	causing bodily harm to apprentice or servant
203	le fait de causer la mort par négligence criminelle	203	causing death by criminal negligence
204	le fait de causer des lésions corporelles par négligence criminelle	204	causing bodily harm by criminal negligence
212	meurtre	212	murder
217	homicide involontaire coupable	217	manslaughter
222	tentative de meurtre	222	attempted murder
228	le fait de causer intentionnellement des lésions corporelles	228	causing bodily harm with intent
229	le fait d'administrer un poison	229	administering poison
230	le fait de vaincre la résistance à la perpétration d'une infraction	230	overcoming resistance to commission of offence
231	trappes susceptibles de causer la mort ou des lésions corporelles	231	setting traps likely to cause death or bodily harm
232	le fait de nuire aux moyens de transport	232	interfering with transportation facilities
240 (1)	conduite dangereuse d'un bateau ou d'un objet remorqué	240 (1)	dangerous operation of vessel or towed object
240 (4)	conduite d'un bateau pendant que la capacité de conduire est affaiblie	240 (4)	impaired operation of vessel
241	le fait d'empêcher de sauver une vie	241	impeding attempt to save life

244	voies de fait commises au moyen d'un véhicule-automobile	244	assault by use of motor vehicle
245 (1)	voies de fait simples	245 (1)	common assault
245 (2)	voies de fait causant des lésions corporelles	245 (2)	assault causing bodily harm
246 (1)	voies de fait avec intention de commettre un acte criminel	246 (1)	assault with intent to commit indictable offence
246 (2)	voies de fait pour empêcher l'application de la loi	246 (2)	assault interfering with lawful process
247 (1)	enlèvement	247 (1)	kidnapping
247 (2)	séquestration illégale	247 (2)	illegal confinement
302	vol qualifié	302	robbery
381	intimidation par la violence	381	intimidation by violence
387 (2)	méfait qui cause un danger réel pour la vie des gens	387 (2)	mischief causing actual danger to life
389	crime d'incendie	389	arson
392	le fait de causer un incendie si l'incendie entraîne une perte de vie	392	causing fire resulting in loss of life
393	fausse alerte	393	false fire alarm